

# Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

## **EMPREINTES**

Association

10, allée Lech Walesa  
77185 LOGNES

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

## **Grant Thornton**

SAS d'Expertise Comptable et  
de Commissariat aux Comptes  
au capital de 2 297 184 €  
inscrite au tableau de l'Ordre de la région  
Paris Ile France et membre  
de la Compagnie régionale de Versailles  
RCS Nanterre B 632 013 843  
91 rue Nationale  
59045 LILLE CEDEX

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

## Association EMPREINTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents de l'Association,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EMPREINTES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

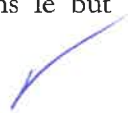
Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
  - il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- 

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 10 juin 2024

Le commissaire aux comptes

**Grant Thornton**

**Membre français de Grant Thornton International**



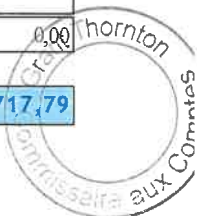
Stéphane Gros  
Associé

## BILAN AU 31/12/2023

ACTIF	Brut 2023	Amortissement 2023	Net 2023	Net 2022
<b>Actifs immobilisés</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	53 485,31	44 723,58	8 761,73	13 333,07
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	84 079,92	65 318,30	18 761,62	35 722,06
Autres immobilisations incorporelles	6 000,00	6 000,00		
Immobilisations incorporelles en cours				56 630,40
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	384 304,88		384 304,88	384 304,88
Constructions	3 049 915,61	1 610 247,50	1 439 668,11	1 536 119,40
Installations techniques, matériel et outillage industriel	70 765,95	21 885,27	48 880,68	30 058,06
Autres immobilisations corporelles	4 222 650,38	2 203 730,05	2 018 920,33	1 767 313,05
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés</b>				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	22 844,50		22 844,50	12 733,75
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 115 289,71		1 115 289,71	1 009 422,54
<b>TOTAL I</b>	<b>9 009 336,26</b>	<b>3 951 904,70</b>	<b>5 057 431,56</b>	<b>4 845 637,21</b>
<b>Actif circulant</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Stocks et en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 147 422,93	205 961,81	941 461,12	187 372,54
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 420 304,19		1 420 304,19	1 476 037,31
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	7 655 545,22		7 655 545,22	5 766 287,01
Charges constatées d'avance	555 470,18		555 470,18	590 383,72
<b>TOTAL II</b>	<b>10 778 742,52</b>	<b>205 961,81</b>	<b>10 572 780,71</b>	<b>8 020 080,58</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (III)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
<b>Ecart de conversion Actif (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>19 788 078,78</b>	<b>4 157 866,51</b>	<b>15 630 212,27</b>	<b>12 865 717,79</b>



PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	126 294,16	126 294,16
Fonds propres complémentaires	522 927,77	522 927,77
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0,00	0,00
Fonds propres complémentaires	768 804,47	768 804,47
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0,00	0,00
Réserves pour projet de l'entité	2 517 459,79	1 618 462,89
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	2 517 459,79	1 618 462,89
Autres réserves	51 501,99	51 501,99
Report à nouveau	329 128,28	289 339,88
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	0,00	0,00
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	0,00	0,00
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 770 964,58	1 628 815,89
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-445 210,19	-395 610,36
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	-12 823,64	-48 857,13
Résultat en attente d'affectation	0,00	0,00
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>	0,00	0,00
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	0,00	0,00
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0,00	0,00
Excédent ou déficit de l'exercice	328 082,07	938 785,30
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>4 644 198,53</b>	<b>4 316 116,46</b>
Fonds propres consommables	0,00	0,00
Subventions d'investissement	143 093,43	188 470,69
Provisions réglementées	313 597,81	313 697,81
Droits des propriétaires - (Commodat)	0,00	0,00
<b>TOTAL I</b>	<b>5 100 889,77</b>	<b>4 818 284,96</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00
Fonds dédiés	3 400 464,44	1 580 987,00
<b>TOTAL II</b>	<b>3 400 464,44</b>	<b>1 580 987,00</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	25 758,86	41 054,38
Provisions pour charges	561 543,17	490 964,39
<b>TOTAL III</b>	<b>587 302,03</b>	<b>532 018,77</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	1 128 259,05	1 182 918,64
Emprunts et dettes financières diverses	60 311,52	48 145,46
Avances et acomptes reçus sur commande	0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 968 680,31	1 557 450,50
Dettes des legs ou donations	0,00	0,00
Dettes fiscales et sociales	3 002 279,12	2 720 674,46
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	40 585,49	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	341 440,54	425 238,00
<b>TOTAL IV</b>	<b>6 541 556,03</b>	<b>5 934 427,06</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
Comptes en dehors du plan comptable officiel (à analyser)	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>15 630 212,27</b>	<b>12 865 717,79</b>





## COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2023

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	130	140
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	1 025 582	929 617
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	41 031 775	33 036 964
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	19 823 744	15 112 124
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	253	10 550
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	560 787	770 375
Utilisations des fonds dédiés	154 737	16 440
Autres produits	1 838 492	1 604 877
<b>TOTAL I</b>	<b>44 611 756</b>	<b>36 368 963</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	37
Variation de stock		232
Autres achats et charges externes	22 023 495	16 887 617
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 644 303	1 143 977
Salaires et traitements	10 696 350	9 279 802
Charges sociales	4 936 686	4 037 815
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 078 601	1 271 482
Report en fonds dédiés	1 974 215	1 424 179
Autres Charges	1 931 325	2 158 821
<b>TOTAL II</b>	<b>44 284 975</b>	<b>36 203 963</b>
<b>1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>326 781</b>	<b>165 000</b>





<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 517	
Autres intérêts et produits assimilés	4 728	794
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>12 244</b>	<b>794</b>

<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	52 885	59 772
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>52 885</b>	<b>59 772</b>

<b>2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-40 640</b>	<b>-58 978</b>
<b>3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>286 141</b>	<b>106 022</b>

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	45 477	920 634
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>45 477</b>	<b>920 634</b>

<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	3 445	3 347
Sur opérations en capital		84 524
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	-100	
<b>TOTAL VI</b>	<b>3 345</b>	<b>87 871</b>

<b>4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>42 132</b>	<b>832 763</b>
---------------------------------------	---------------	----------------

<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>	<b>191</b>	<b>0</b>

<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>44 669 478</b>	<b>37 290 391</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>44 341 396</b>	<b>36 351 606</b>

<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>328 082</b>	<b>938 785</b>
----------------------------	----------------	----------------

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	-14 959	-14 530
<b>TOTAL</b>	<b>-14 959</b>	<b>-14 530</b>

<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	14 959	14 530
<b>TOTAL</b>	<b>14 959</b>	<b>14 530</b>



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2023

Les comptes annuels de l'exercice ci clos le 31 décembre 2023 de l'association Empreintes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 11.06.2024 et sont caractérisés par les données suivantes :

**TOTAL du bilan :** **15 630 212 Euros**

**Total du compte de résultat est de :**

**En charges :** **44 341 396 Euros**

**En produits :** **44 669 478 Euros**

**Le résultat de l'exercice (Excédent)** **328 082 Euros**

**Les résultats 2023 se décomposent comme suit :**

TYPLOGIE	RESULTAT	Reprise de résultat N-2	Résultat de gestion	DNO	Résultat à affecter
<b>CENTRE</b>	<b>301 623,77 €</b>	<b>-18 908,00 €</b>	<b>282 715,77 €</b>	<b>5 042,22 €</b>	<b>287 757,99 €</b>
CPH TOURNAN	64 033,72 €	-18 908,00 €	45 125,72 €	5 042,22 €	50 167,94 €
Dispositif de médiation locative	-16 203,75 €		-16 203,75 €		-16 203,75 €
Dispositif asile Immigration	109 609,62 €		109 609,62 €		109 609,62 €
Dispositif de veille sociale	-142 664,14 €		-142 664,14 €		-142 664,14 €
Dispositif d'hébergement d'urgence	286 848,32 €		286 848,32 €		286 848,32 €
<b>NORD</b>	<b>395 513,63 €</b>	<b>-250 000,00 €</b>	<b>145 513,63 €</b>	<b>-30 549,33 €</b>	<b>114 964,30 €</b>
Centre Maternel Bussy	142 097,06 €		142 097,06 €	-21 837,58 €	120 259,48 €
CHRS Bussy	92 053,66 €		92 053,66 €	-8 711,75 €	83 341,91 €
Dispositif de médiation locative	51 384,28 €		51 384,28 €		51 384,28 €
Dispositif de veille sociale	62 992,00 €		62 992,00 €		62 992,00 €
Dispositif d'hébergement d'urgence	-13 203,00 €		-13 203,00 €		-13 203,00 €
MNA	60 189,63 €	-250 000,00 €	-189 810,37 €		-189 810,37 €
<b>SIEGE</b>	<b>15 298,74 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>15 298,74 €</b>	<b>21 349,31 €</b>	<b>36 648,05 €</b>
SIEGE	15 298,74 €		15 298,74 €	21 349,31 €	36 648,05 €
<b>SSD</b>	<b>-692 180,16 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-692 180,16 €</b>	<b>3 984,99 €</b>	<b>-688 195,17 €</b>
Centre Maternel Pantin	-9 643,32 €		-9 643,32 €	-2 955,28 €	-12 598,60 €
Dispositif de veille sociale	-86 043,27 €		-86 043,27 €		-86 043,27 €
Dispositif d'hébergement d'urgence	-75 723,23 €		-75 723,23 €		-75 723,23 €
MNA	-520 770,34 €		-520 770,34 €	6 940,27 €	-513 830,07 €
<b>SUD</b>	<b>307 751,82 €</b>	<b>-159 091,15 €</b>	<b>148 660,67 €</b>	<b>-966,04 €</b>	<b>147 694,63 €</b>
ACT Auxerre	13 444,09 €		13 444,09 €	2 006,44 €	15 450,53 €
ACT Sens	5 588,70 €		5 588,70 €	1 145,08 €	6 733,78 €
ACT Vaux le Penil	-35 407,03 €	-59 091,15 €	-94 498,18 €	-4 117,56 €	-98 615,74 €
Autre dispositif	-11 940,21 €		-11 940,21 €		-11 940,21 €
Dispositif de médiation locative	-66 947,27 €		-66 947,27 €		-66 947,27 €
Dispositif de veille sociale	345,65 €		345,65 €		345,65 €
Dispositif d'hébergement d'urgence	-29 404,95 €		-29 404,95 €		-29 404,95 €
Entreprise d'insertion	-120 490,04 €		-120 490,04 €		-120 490,04 €
MNA	552 562,88 €	-100 000,00 €	452 562,88 €		452 562,88 €
<b>VIE ASS</b>	<b>74,27 €</b>		<b>74,27 €</b>		<b>74,27 €</b>
<b>Total général</b>	<b>328 082,07 €</b>	<b>-427 999,15 €</b>	<b>-99 917,08 €</b>	<b>-1 138,85 €</b>	<b>-101 055,93 €</b>



# Présentation d'EMPREINTES

Objet social de l'Association :

L'Association a pour objectif de mettre en œuvre les missions permettant à toute personne, de tout âge, de mobiliser les ressources nécessaires à son autonomie afin de trouver ou retrouver sa place dans la société.

Dans le cadre de l'activité dite "insertion dans l'Emploi par l'Activité Economique" (IAE), l'Association peut ainsi exercer et exploiter une activité industrielle, commerciale ou de service.

Périmètre des activités réalisées

Les 6 champs d'intervention de l'Association sont :

- La protection de l'enfance
- L'immigration et l'asile
- L'intermédiation locative
- L'Accueil, l'hébergement et l'insertion
- Le médico-social
- L'insertion par l'activité économique

Elle intervient dans 4 départements : La Seine et Marne, la Seine Saint Denis, l'Yonne et l'Essonne.

Moyens mis en œuvre

L'Association est laïque. Elle s'interdit toute attache avec un mouvement politique ou une confession.

L'Association se donne les moyens nécessaires pour atteindre des objectifs visés dans son objet social : Financements et dispositifs existant ou à venir, publics ou privés.

L'Association se réserve la possibilité de répondre à tout appel à projet, sollicitation ou projet innovant en relation avec l'objet social.

Afin de faciliter son action et d'étendre sa capacité à répondre aux besoins des personnes en difficultés sociales dans un contexte évolutif, l'Association se donne la possibilité d'adhérer à tout groupement, regroupement ou association que ce soit de manière définitive ou temporaire.

L'association se réserve la possibilité de procéder à l'accueil de salariés en détachement de la fonction publique, pour 2 emplois de cadre hiérarchique et 2 non-cadres éducatifs pour 4 ETP.

## 1. Faits caractéristiques d'EMPREINTES

### 1.1 Travaux et projets importants

#### Travaux de contractualisation du 1<sup>er</sup> CPOM et signature au 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

En 2023, Empreintes a continué le projet de mise en place d'un Contrat Pluriannuel d'Objectif et de Moyens (CPOM) afin d'assurer la qualité de ses services. Ce processus a débuté par une phase de diagnostic qui s'est déroulée de février 2022 à juillet 2022 puis s'est poursuivi avec la définition des objectifs et l'élaboration d'indicateurs de qualité de septembre 2022 à juin 2023. Des temps de travail ont eu lieu au sein du comité de pilotage et avec la DDETS 77. Parallèlement, une réorganisation de nos structures d'hébergement en Seine-et-Marne a été entreprise : 181 places CHU ont été transformées en place CHRS dans le sud du département.

#### Extension en juillet 2023 du CHU de Saint-Ouen :

En 2023, le Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU) a étendu ses services en Seine-Saint-Denis, ajoutant 91 places avec l'approbation de la DRIHL 93. Empreintes a collaboré avec divers partenaires pour ouvrir de nouveaux logements en mettant l'accent sur la qualité et la proximité des transports. L'extension, axée sur des places familles, a permis de renforcer les partenariats et d'assurer un accompagnement de qualité dès l'admission.



### Opération de mise à l'abri 2023 :

En 2023, le Centre d'Hébergement Temporaire du territoire centre Seine-et-Marne a mené à bien quatre opérations de mise à l'abri de personnes. Celles-ci ont été mises en place dans le cadre de démantèlement de « camps sauvages », de plans grand froid et de plans canicule.

### Montée en charge importante de l'accueil des MNA en Seine-et-Marne :

Suite à l'approbation du projet départemental en 2022, notre association s'est engagée à offrir un parcours unifié aux Mineurs Non Accompagnés (MNA), simplifiant ainsi la gestion de leur accompagnement éducatif au sein d'une seule entité associative. Pour cela, un dispositif de Pré-Autonomie a été mis en place, permettant une transition fluide vers notre dispositif Autonomie, renforçant ainsi la collaboration entre les équipes des territoires Nord et Sud 77. Malgré une baisse du nombre de MNA due à la crise sanitaire, l'année 2023 a vu un retour massif de jeunes en situation d'isolement nécessitant une prise en charge de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). L'association a dû identifier des lieux d'hébergement pour accueillir les 288 jeunes prévus initialement, objectif atteint au cours du second semestre 2023.

### Evaluation externe du CME 77 en 2023 :

En 2023, le Centre Maternel du territoire nord 77, établi dans les locaux de Bussy-Saint-Martin, a fait l'objet d'une évaluation externe, lui permettant de démontrer son engagement envers l'amélioration continue de ses services et sa volonté de se conformer aux normes et aux standards de qualité en vigueur. Cette évaluation exhaustive a analysé en détail les pratiques professionnelles, les conditions d'accueil, les types d'accompagnement proposés ainsi que l'organisation générale de la structure. Elle a identifié les points forts et les axes d'amélioration du CME, favorisé une réflexion collective et suggéré des pistes d'évolution pour optimiser son fonctionnement et mieux répondre aux besoins des personnes accompagnées.

Cette évaluation revêt, par ailleurs, une importance capitale pour le renouvellement de son habilitation, incluant l'extension de 21 places supplémentaires aux 70 places déjà existantes.

### Ouverture du TLA de Bobigny :

Un nouvel espace alimentaire et solidaire voit le jour à Bobigny grâce à un financement accordé par la DRIHL à l'association Empreintes en 2023. Prévu pour ouvrir ses portes en 2024, ce projet ambitieux offrira aux habitants de la ville un lieu chaleureux dédié à la promotion d'une alimentation saine et du bien-être.

Situé rue du Lieutenant Lebrun, ce Tiers-lieu alimentaire et solidaire sera ouvert à tous, favorisant ainsi l'inclusion sociale et bénéficiant d'une accessibilité aisée via les transports en commun. Avec plus de 150 m<sup>2</sup> d'espace lumineux et modulable, cet endroit offre des conditions idéales pour accueillir diverses activités et un large public.

Porteur de valeurs durables et d'inclusion sociale, ce projet vise à améliorer la qualité de vie des habitants de Bobigny et à renforcer les liens sociaux sur le territoire.

### Ouverture de lieux de répit à Bussy :

En 2023, Empreintes a répondu à un appel à projets pour l'ouverture d'un lieu de répit destiné aux travailleurs sans domicile fixe. Ce lieu propose un environnement sûr et apaisant pour les personnes fragilisées par la précarité comme les travailleurs de nuit ayant besoin d'un lieu de repos la journée. Initialement prévu pour être intégré au site de l'ADJ à Fontainebleau, le projet a été transféré à Bussy-Saint-Martin fin 2023 pour optimiser les ressources et les actions sociales.

### Création d'un accueil de jour à Fontainebleau :

En 2023, notre association s'est engagée dans la mise en place d'un accueil de jour à Fontainebleau destiné à un large public comprenant les personnes isolées, sans domicile fixe ou hébergées dans les hôtels de la région et des communes avoisinantes. Les principales missions consisteront à accueillir les personnes vulnérables, à répondre à leurs besoins fondamentaux, à combattre leur isolement et à favoriser leur inclusion. L'objectif sera également de mobiliser les ressources individuelles de chaque personne pour l'accompagner vers l'insertion sociale.

### Création d'une activité commerciale de recyclage :

En 2023, une nouvelle activité commerciale de recyclage de menuiseries usagées a vu le jour : en rejoignant RECYFE, AGISSONS est ainsi devenu un acteur clé de la Responsabilité Élargie du Producteur (REP), soutenant l'économie circulaire et le réemploi.

Cette activité est en expansion, et un poste de salarié en insertion équivalent temps plein (ETP) supplémentaire a pu être créé en 2023.

### Projet de Collaboration avec CREA VALORIS pour la Refonte de la marque employeur et la plateforme de marque :

En 2023, l'association a collaboré avec un cabinet de communication, ceci afin de travailler sur la stratégie de marque de l'association. Cette collaboration vise à renforcer l'attractivité et la présence de l'association sur le marché en alignant son



image de marque avec ses valeurs et objectifs stratégiques. Les livrables comprennent un nouveau logo et une charte graphique, une plateforme de marque documentée, une plaquette de présentation de l'association, et des supports de communication mis à jour.

#### Déménagement des locaux de l'association :

En novembre 2023, l'association a déménagé au 10 rue de Lech Walésa, 77185 Lognes. Ce nouveau siège, soigneusement choisi pour répondre à nos besoins croissants, offre une superficie bien plus adaptée à notre effectif actuel et à l'ensemble de nos activités. Grâce à cet espace plus vaste et mieux aménagé, l'association peut désormais optimiser ses opérations quotidiennes, et offrir un environnement de travail plus confortable et fonctionnel aux salariés. Ce déménagement marque une étape importante dans le développement de l'association.

#### Mise en place d'une solution de paiement par carte bleue :

La mise en place de la solution de paiement par carte bleue ANYTIME représente une avancée significative pour notre organisation, permettant un suivi des dépenses plus exhaustif et détaillé. Grâce à cette nouvelle solution, nous avons la possibilité de suivre et de gérer les transactions de manière plus précise et efficace, ce qui se traduit par une meilleure transparence financière et un contrôle renforcé. Les fonctionnalités avancées d'ANYTIME nous permettent de catégoriser et d'analyser les dépenses en temps réel, d'automatiser les processus de reporting et de simplifier la gestion comptable.

#### Départ du Directeur Administratif et Financier :

En novembre 2023, l'association a vu le départ d'Emmanuel ESTEVES, Directeur Administratif et Financier. Son départ a constitué un moment de transition pour l'organisation de l'association, nécessitant un ajustement au niveau de la direction et de la gestion financière. Le poste est resté quelques mois vacants avant l'arrivée en février 2024 de Jacky DORNET, nouveau Directeur Administratif et Financier.

#### Arrivée d'un chargé de mission développement partenariat :

En 2023, l'association a franchi une nouvelle étape en renforçant ses effectifs avec l'arrivée d'un chargé de mission développement partenariat. Cette nomination marque un engagement évident envers la croissance et le développement de l'association. Le chargé de mission a notamment pour mission de développer et de consolider nos partenariats stratégiques, d'explorer de nouvelles opportunités de financement et de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de développement durable. Son expertise et son engagement seront des atouts précieux pour atteindre nos objectifs ambitieux et renforcer notre impact positif dans la communauté.

### 1.2 Autorisation / Agrément

Aucun agrément n'est arrivé à échéance durant cet exercice.

### 1.3 Financement des établissements

La Conférence des métiers organisée le 18 février 2022 a abouti à la mise en œuvre de revalorisations structurelles dans le champ des établissements sociaux et médico-sociaux (ESSMS). Ces revalorisations, lorsqu'elles ont fait l'objet de financements complémentaires en 2022, ont été intégrées aux financements pérennes sous la forme de mesures nouvelles.

Par arrêté du 21 décembre 2022 publié au Journal Officiel du 24 décembre 2022, la valeur du point d'indice applicable aux salariés du secteur associatif relevant de la convention collective nationale (CCN) du 15 mars 1966 est portée de 3,82 Euros à 3,93 Euros avec effet rétroactif au 1er juillet 2022. Cette mesure, lorsqu'elle a fait l'objet de financements complémentaires en 2022, a été intégrée aux financements pérennes sous la forme de mesures nouvelles.

### 1.4 Résultats de l'exercice 2023

L'année 2023 a été marquée par divers événements ayant influencé les résultats financiers de notre association.

Tous dispositifs cumulés sur le territoire de Seine Saint Denis, l'association présente un résultat final déficitaire de 692 180,16 euros. Cette situation découle en grande partie des difficultés rencontrées dans le recrutement des travailleurs sociaux, notamment sur ces zones stratégiques. Afin de pallier ces manques, l'association a été contrainte de recourir à des intérimaires, entraînant ainsi une hausse significative des frais de personnel. Il est intéressant de noter que les dépenses liées à l'intérim ont représenté une augmentation notable par rapport à l'année précédente, passant de 2 634 679 euros en 2022 à 4 016 294 Euros en 2023, soit une augmentation de +1 381 615 Euros. Cette évolution met en lumière l'importance des ressources humaines dans la gestion de notre association et souligne la nécessité de trouver des solutions durables pour garantir la stabilité de nos effectifs.





Par ailleurs, toujours dans la même lignée, est également mis en exergue une augmentation des frais de personnel, avec des salaires, charges sociales incluses, atteignant 15 633 037 Euros en 2023 contre 13 317 617 Euros en 2022, soit +2 315 420 Euros. Cette hausse s'explique en partie par l'augmentation du nombre d'équivalent temps plein (ETP), passant de 296,01 en 2022 à 343,31 en 2023, démontrant ainsi l'effort continu de l'association pour répondre aux besoins croissants de notre public cible.

Enfin, il convient également de souligner l'augmentation significative du coût de l'énergie sur l'année 2023, en particulier pour l'électricité et le gaz. Les dépenses énergétiques se sont élevées à 1 146 174 Euros en 2023, contre 762 415 Euros en 2022, soit une augmentation de 383 759 Euros. Cette augmentation peut être attribuée à deux facteurs principaux : l'impact de l'inflation sur les prix de l'énergie et l'expansion de nos activités par l'ouverture de nouvelles places. Cette situation souligne l'importance de développer des stratégies efficaces de gestion de l'énergie pour atténuer l'impact financier de ces fluctuations.

## 2. Règles et méthodes comptables

### 2.1 Cadre légal de référence

Les comptes de l'exercice 2023 sont établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations de droit privé à but non lucratif, ainsi que du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2019-04 du 8 novembre 2019.

### 2.2 Cadre réglementaire applicable au secteur

Les comptes annuels sont établis par agrégation des différents établissements ouverts dans la comptabilité de l'Association. Les comptes des Etablissements sous contrôle des tiers financeurs sont établis conformément aux dispositions :

- Du plan comptable applicable aux Etablissements et services privés sociaux et médico-sociaux (M22 bis) relevant du §1 de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,
- De l'avis du C.N.C. n°2007-05 du 4 mai 2007 applicable aux Etablissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R314-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles,
- A l'arrêté du 22 décembre 2016 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du §1 de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

### 2.3 Durée et période de l'exercice comptable

La durée de l'exercice est de 12 mois et concerne la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023.

### 2.4 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de base :

- De continuité de l'exploitation,
- De permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- D'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### 2.5 Changement de méthode de présentation

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention d'une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Association.

Sauf indication contraire les éléments chiffrés contenus dans le présent document sont exprimés en Euros.



## 2.6 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – Actif

### 2.6.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties en linéaire selon les durées suivantes

- Logiciels : 1 à 5 ans

### 2.6.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, les nouvelles règles sur les actifs ont été appliquées en référence :
- Aux règlements C.R.C. n°2002-10 et 2003-07 relatifs aux amortissements, dépréciations des actifs immobilisés et composants,
- Au règlement C.R.C. n°2004-06 qui a pour thème la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Le cas échéant, les changements résultant de la première application du règlement C.R.C. n°2004-06, art. 17 sont traités conformément aux dispositions de l'art. 122-2 du règlement ANC n°2014-03 de manière rétrospective et l'impact est comptabilisé en report à nouveau.

Concept de « composant » : est comptabilisé chaque élément significatif d'un actif qui fait l'objet d'une utilisation différente, de telle sorte qu'il est appelé à être remplacé avant l'expiration de la durée d'utilisation prévisible du bien. Pour chacun d'eux, un plan d'amortissement distinct est établi.

Les durées d'amortissement sont fixées d'après la durée d'utilisation prévue pour le bien ou l'élément en cause. L'amortissement comptable de chaque élément d'actif est pratiqué sur sa durée réelle d'utilisation prévue par l'Association. L'amortissement consiste à répartir le montant amortissable d'un actif en fonction de son utilisation.

Les immobilisations corporelles sont amorties en linéaire selon les durées suivantes déterminées dans le cadre de l'application des règlements sur les actifs et sur les amortissements

- Constructions :
  - Gros œuvre : 20 à 50 ans
  - Second œuvre 5 à 25 ans
- Equipements techniques / Agencements 5 à 10 ans
- Matériels / outillages / Electroménager 3 à 5 ans
- Matériels de transport 5 à 10 ans
- Matériels de bureau et mobilier 3 à 5 ans
- Matériels informatique 3 à 5 ans

Nous appliquons la réglementation sur les immobilisations par composants pour le parc immobilier de l'Association.

### 2.6.3 Immobilisations financières

La valeur des titres de participation ainsi que des autres titres immobilisés est constituée par le prix d'acquisition. Une dépréciation est éventuellement constituée lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure au prix d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à leur valeur d'usage pour l'Association.

Les dépôts de garantie versés sont évalués à leur valeur nominale, diminuée le cas échéant d'une dépréciation en fonction de la recouvrabilité de ces sommes.

### 2.6.4 Les créances

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale ; en fonction des difficultés de recouvrement, une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture annuelle.

### 2.6.5 Valeurs Mobilières de Placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées par référence à leur valeur d'entrée dans le patrimoine, les mouvements étant enregistrés selon la méthode du "Premier entré, premier sorti".





Une provision pour dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice si le cours de ces valeurs est inférieur à leur coût d'acquisition.

### 2.6.6 Disponibilités

Les comptes bancaires ouverts au CIC sont regroupés dans le cadre d'une convention de trésorerie afin de permettre une gestion centralisée de la trésorerie de l'Association. La position nette des comptes fusionnés CIC est présentée à l'actif du bilan à la ligne « Disponibilités » lorsque le solde net est débiteur ou au passif à la ligne « Emprunts et dettes assimilées » lorsque le solde net est créditeur, conformément aux préconisations formulées par la CNCC (EC 2010-54). Les autres comptes ne faisant pas l'objet d'une convention de trésorerie, sont présentés individuellement selon le principe de non-compensation.

Au 31/12/2023 la situation nette de la trésorerie de l'Association s'établit à +7 655 545,22 Euros et se décompose comme suit :

- A l'actif : 7 655 545,22 Euros
- Au passif : 0 Euros

## 2.7 Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan – Passif

### 2.7.1 Fonds propres

Les fonds propres comprennent notamment :

- Fonds propres sans droit de reprise (acquis à l'Association et ne faisant l'objet d'aucun droit de reprise par un tiers), à savoir :
  - ➔ Les valeurs du patrimoine intégré ;
  - ➔ Des apports sans droit de reprise ;
  - ➔ Des legs avec contrepartie d'actifs immobilisés ;
  - ➔ Des subventions d'investissements affectés à des biens renouvelables par l'organisme ;
  - ➔ D'autres fonds propres sans droit de reprise.
- Réserves pour projets associatifs : La dotation à ces réserves et la constatation de l'utilisation des fonds se réalise lors de l'affectation du résultat annuel. Ces réserves sont destinées à financer des projets définis par les organes statutairement compétents pour les différents établissements de l'Association.
- Réserves fonds de roulement,
- Réserve pour investissements,
- Autres réserves (ces réserves sont acquises à l'Association), à savoir :
  - ➔ Réserves de trésorerie,
  - ➔ Autres réserves.
- Report à nouveau :
  - Les excédents ou déficits des exercices antérieurs dégagés par les activités non contrôlées
  - Les déficits constitués des rejets de charges par les financeurs initialement imputées sur les activités contrôlées ;
  - Le report à nouveau correspondant à la correction du cumul des amortissements des exercices antérieurs au 1er janvier 2007, du fait de l'application du règlement sur les actifs et sur les amortissements.

### 2.7.2 Autres fonds propres

- Réserves réglementaires : Une réserve réglementaire est une réserve qui est constituée et mouvementée à la demande des tiers financeurs. La réserve « Fonds de compensation » constitue une réserve réglementaire.
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs : Les établissements « sous contrôle de tiers financeurs » sont soumis à des règles de fonctionnement propres à la réglementation publique, traduits dans les comptes administratifs qui servent de base à leur financement. Les soldes excédentaires et déficitaires de ce type d'établissements peuvent être en principe, repris par les tutelles. Ils sont donc assimilés à des dettes et des créances à leur égard et n'entrent pas dans le résultat acquis à l'association.
- Ainsi, un excédent dégagé au cours d'une année N, et approuvé par les institutions de contrôle, viendra en diminution des financements d'exploitation (prix de journée ou dotation globale) accordés le plus souvent au titre de l'année N+2. Inversement, un déficit approuvé générera un complément de financements.



- Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables : Il s'agit de subventions affectées à l'acquisition d'un actif dont le renouvellement n'incombe théoriquement pas à l'Association. Ces subventions font l'objet d'une reprise au résultat au rythme de l'amortissement des biens auxquels ils se rapportent.
- Provisions réglementées : Les provisions réglementées sont constituées par :
  - Des réserves de trésorerie constituées à la demande des financeurs.
  - Des réserves correspondant aux plus-values de cessions des éléments d'actifs cédés.

### 2.7.3 Provisions pour risques et provisions pour charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées en fonction des risques connus ou estimés à la clôture conformément à l'article 432-1 du PCG. Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation susceptible de se traduire par une sortie de ressources sans contrepartie pour l'Association.

Au 31/12/2023 les principales provisions enregistrées concernent les provisions pour départ à la retraite et pour comptes épargne temps.

### 2.7.4 Fonds dédiés ou reportés

Les fonds dédiés ou reportés enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore été utilisée conformément à leur objet.

La contrepartie des fonds dédiés ou reportés s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Report en fonds dédiés ou reportés ». Le montant des fonds dédiés ou reportés de l'exercice N est repris au compte de résultat, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds par la contrepartie du compte « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ». Ce point est détaillé dans la partie 3.7 « Tableau de variation des fonds dédiés ».

## 2.8 Règles et méthodes relatives aux postes du compte de résultat

### 2.8.1 Dons

Les dons manuels sont enregistrés dans le compte de résultat quelle que soit leur destination finale, financement de dépenses d'exploitations ou d'investissements.

Règle de rattachement des produits à l'exercice : Sont enregistrés sur l'exercice, les dons datés de l'exercice versés en chèques, cartes bleues ou virements, même s'ils sont encaissés après la date de clôture, ainsi que les dons en numéraire reçus avant la clôture.

### 2.8.2 Subventions de fonctionnement

Les subventions de fonctionnement concernent, les subventions versées par les collectivités territoriales et celles versées au titre de la taxe d'apprentissage. Ces subventions sont traitées conformément au règlement 2018-06 de l'ANC.

### 2.8.3 Produits liés aux financements réglementaires : Dotation globale de financement et Prix de journée,

Les financements accordés sous forme de Dotation Globale de Financement ou de Prix de journée sont inscrits au compte de résultat au vu des conventions signées entre le financeur et l'Association. Les résultats dégagés à la clôture de l'exercice par les établissements en gestion contrôlée sont traités en résultat comptable de l'exercice soumis à l'approbation des autorités de contrôle et de tarification.

## 2.9 Autres règles et méthodes comptables

### 2.9.1 Engagements liés aux départs à la retraite

L'Association provisionne l'engagement relatif aux salariés de plus de 57 ans à la date de la clôture. Les autres engagements de retraite ne font pas l'objet de provision dans les comptes de l'association mais seulement d'une évaluation mentionnée dans la partie " Engagement liés aux départs à la retraite ", au point 4.4 de la présente annexe. Ces engagements ont été valorisés en retenant les recommandations 2013-02 de l'ANC, à savoir :

- Taux de revalorisation : 0 %
- Taux d'inflation : 1.50 %



- Taux d'actualisation : 0 %
- La table de mortalité utilisée est la méthode réglementaire INSEE 2017-2019
- La méthode de calcul retenue est celle des Unités de crédit projetées méthode prospective
- L'âge de départ à la retraite : 62 ans

La condition de départ en fin de carrière est la mise à la retraite par l'employeur à 65 ans.

### 2.9.2 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature font l'objet d'une valorisation mentionnée dans la partie 4.5 « Contributions volontaires en nature ». Elles sont constituées et valorisées par des contributions en travail, en biens, en services.

Conformément au règlement 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes des associations et fondations, la méthode d'évaluation retenue est établie au coût du personnel de remplacement pour les contributions en travail et au prix du marché pour les biens et les services. Le taux de charges sociales retenu pour les contributions en travail est de 60%.



### 3. Compléments d'informations relatifs au Bilan

#### 3.1 Immobilisations incorporelles et amortissements

##### 3.1.1 Tableau de variation des immobilisations incorporelles et corporelle

Rubriques	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions (*)	Valeur brute à la fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>233 682,42 €</b>	<b>12 497,77 €</b>	<b>102 614,96 €</b>	<b>143 565,23 €</b>
Fonds commercial	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €	6 000,00 €
Frais d'Etablissement	53 485,31 €	0,00 €	0,00 €	53 485,31 €
Immobilisations incorporelles en-cours	56 630,40 €	0,00 €	56 630,40 €	0,00 €
Concessions et droits similaires	117 566,71 €	12 497,77 €	45 984,56 €	84 079,92 €
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>7 056 298,91 €</b>	<b>1 550 502,40 €</b>	<b>879 164,49 €</b>	<b>7 727 636,94 €</b>
Terrains nus	160 994,55 €	0,00 €	0,00 €	160 994,55 €
Terrains Bâti	223 310,33 €	66 110,33 €	66 110,33 €	223 310,33 €
Amngt/Agct Construction	3 049 915,61 €	478 251,02 €	478 251,02 €	3 049 915,61 €
Installations générales, aménagement	2 162 172,60 €	416 496,61 €	108 666,65 €	2 470 002,56 €
Matériel de transport	383 435,16 €	151 238,89 €	111 262,37 €	423 411,68 €
Matériel de bureau/informatique	358 495,25 €	146 675,85 €	38 237,12 €	466 933,98 €
Mobilier de Bureau	225 401,07 €	71 561,59 €	15 175,14 €	281 787,64 €
Mobilier d'Appartement	449 654,95 €	192 321,55 €	61 461,86 €	580 514,64 €
Matériel et Outillage	42 919,39 €	27 846,56 €	0,00 €	70 765,95 €
<b>Total général</b>	<b>7 289 981,33 €</b>	<b>1 563 000,17 €</b>	<b>981 779,45 €</b>	<b>7 871 202,17 €</b>

##### 3.1.2 Tableau de variation des amortissements

Rubriques	Amortissements et dépréc. au 31/12/2022	Dotations 2023	Diminutions 2023	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>127 996,89 €</b>	<b>33 231,35 €</b>	<b>45 186,36 €</b>	<b>116 041,88 €</b>
Frais d'établissement	40 152,24 €	4 571,34 €	0,00 €	44 723,58 €
Frais de recherche et de développement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Concessions, brevets, licences, marques...	81 844,65 €	28 660,01 €	45 186,36 €	65 318,30 €
Fonds commercial	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €	6 000,00 €
dont droit au bail	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Autres immobilisations incorporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Immobilisations incorporelles en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles</b>	<b>3 338 503,52 €</b>	<b>1 074 669,41 €</b>	<b>577 310,11 €</b>	<b>3 835 862,82 €</b>
Terrains	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Constructions sur sol propre	1 139 171,19 €	435 898,10 €	376 552,84 €	1 198 516,45 €
Amort. Immo Construction	374 625,02 €	41 328,00 €	4 221,97 €	411 731,05 €
Constructions sur sol d'autrui	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Installations, matériel et outillage techniques	12 861,33 €	9 023,94 €	0,00 €	21 885,27 €
Amort. Amngt Agct Bureau	431 719,70 €	137 118,76 €	36 135,17 €	532 703,29 €
Amort. Amngt Agct Appts	433 232,65 €	132 274,59 €	12 058,88 €	553 448,36 €
Amort. Matériel de Transport	359 372,42 €	68 068,85 €	111 281,31 €	316 159,96 €
Amort. Matériel Bureau et Informati	236 943,29 €	95 733,24 €	11 742,62 €	320 933,91 €
Amort. Mobilier Bureau	173 752,03 €	37 245,69 €	9 520,71 €	201 477,01 €
Amort. Mobilier Appartements	176 825,89 €	117 978,24 €	15 796,61 €	279 007,52 €
Immobilisations corporelles en cours	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total général</b>	<b>3 466 500,41 €</b>	<b>1 107 900,76 €</b>	<b>622 496,47 €</b>	<b>3 951 904,70 €</b>

#### 3.2 Immobilisations financières

##### 3.2.1 Tableau de variation des immobilisations financières (montants bruts)

Rubriques	Amortissements et dépréc. au 31/12/2022	Dotations 2023	Diminutions	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023
<b>Participations</b>	<b>12 733,75 €</b>	<b>10 110,75 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>22 844,50 €</b>
Autres titres	12 733,75 €	10 110,75 €	0,00 €	22 844,50 €
<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>1 009 422,54 €</b>	<b>548 619,07 €</b>	<b>442 751,90 €</b>	<b>1 115 289,71 €</b>
Dépôts	1 377,00 €	2 400,00 €	2 400,00 €	1 377,00 €
Dg bailleurs	930 972,64 €	533 529,52 €	346 595,45 €	1 109 234,71 €
Cautions divers	7 694,00 €	978,00 €	3 994,00 €	4 678,00 €
<b>Total général</b>	<b>1 022 156,29 €</b>	<b>558 729,82 €</b>	<b>442 751,90 €</b>	<b>1 138 134,21 €</b>

(\*) Autres immobilisations financières : 1 115 289,71 Euros dont dépôts de garantie versés aux bailleurs 1 109 234,71 Euros (99,45%). Ce montant varie selon :

- Le développement des activités,



- L'ouverture de places,
- Les réévaluations appliquées par les bailleurs en fonction des évolutions du taux IRL (indice de révision des loyers).

### 3.3 Échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

L'ensemble des créances et des dettes a une échéance inférieure à un an, à l'exception des éléments suivants :

Rubriques	Montant	< 1 an	> 1 an et 5<	>+ 5ans
<b>CREANCES</b>	<b>2 917 235,49 €</b>	<b>2 917 235,49 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<i>Usagers, collectivités et clients</i>	2 308 583,29 €	2 308 583,29 €	0,00 €	0,00 €
<i>Autres créances clients (*)</i>	39 763,22 €	39 763,22 €	0,00 €	0,00 €
<i>Personnels et comptes rattachés</i>	13 418,80 €	13 418,80 €	0,00 €	0,00 €
<i>Créances sociales et fiscales</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>Débiteurs divers</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>Charges constatées d'avances</i>	555 470,18 €	555 470,18 €	0,00 €	0,00 €
<b>DETTES</b>	<b>6 500 970,54 €</b>	<b>5 505 465,23 €</b>	<b>454 203,12 €</b>	<b>538 360,60 €</b>
<i>Emprunt auprès des établissements bancaires</i>	1 128 259,05 €	132 753,74 €	454 203,12 €	538 360,60 €
<i>Interêts courus sur emprunt</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>	60 311,52 €	60 311,52 €	0,00 €	0,00 €
<i>Avances et acomptes recus</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	1 968 680,31 €	1 968 680,31 €	0,00 €	0,00 €
<i>Personnel et comptes rattachés</i>	788 398,18 €	788 398,18 €	0,00 €	0,00 €
<i>Dettes sociales et fiscales</i>	1 396 649,40 €	1 396 649,40 €	0,00 €	0,00 €
<i>Créditeurs divers</i>	817 231,54 €	817 231,54 €	0,00 €	0,00 €
<i>Produits constatés d'avance</i>	341 440,54 €	341 440,54 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total général</b>	<b>9 418 206,03 €</b>	<b>8 422 700,72 €</b>	<b>454 203,12 €</b>	<b>538 360,60 €</b>

(\*) Usagers, collectivités et clients : 2 308 583,29 Euros, correspondant pour 941 461,12 aux créances clients et comptes rattachés (compte 411 à 418) :

→ 854 006,57 Euros de Factures à Etablir

→ 206 120,71 Euros de créances usagers

→ 87 295,65 Euros de créances collectives

Le delta restant de 1 367 122,17 Euros correspond aux Créances d'Etats et autres collectivités, dont 841 560,97 Euros de facturations au Centre Maternel de Bussy (17 462,39 Euros) ; au dispositif des Mineurs non Accompagnés du territoire Centre (599 844,00 Euros) ; au Centre Maternel de Pantin (217 324,58 Euros) et au SPIP du ministère de la Justice (6 930,00 Euros).

(\*) Autres créances clients : 39 763,22 Euros dont 16 097,89 Euros de rabais et ristournes à recevoir, 20 070,68 Euros de produits à recevoir et 3 594,65 Euros en divers et autres.





### 3.4 Fonds propres

#### 3.4.1 Tableau de variation des fonds propres

Rubriques	Montant	< 1 an	>1 an et 5<	>+ 5ans
<b>CREANCES</b>	<b>2 917 235,49 €</b>	<b>2 917 235,49 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
Usagers, collectivités et clients	2 308 583,29 €	2 308 583,29 €	0,00 €	0,00 €
Autres créances clients (*)	39 763,22 €	39 763,22 €	0,00 €	0,00 €
Personnels et comptes rattachés	13 418,80 €	13 418,80 €	0,00 €	0,00 €
Créances sociales et fiscales	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Débiteurs divers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Charges constatées d'avances	555 470,18 €	555 470,18 €	0,00 €	0,00 €
<b>DETTES</b>	<b>6 500 970,54 €</b>	<b>5 505 465,23 €</b>	<b>454 203,12 €</b>	<b>538 360,60 €</b>
Emprunt auprès des établissements bancaires	1 128 259,05 €	132 753,74 €	454 203,12 €	538 360,60 €
Interets courus sur emprunt	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Emprunts et dettes financières diverses	60 311,52 €	60 311,52 €	0,00 €	0,00 €
Avances et acomptes recus	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Fournisseurs et comptes rattachés	1 968 680,31 €	1 968 680,31 €	0,00 €	0,00 €
Personnel et comptes rattachés	788 398,18 €	788 398,18 €	0,00 €	0,00 €
Dettes sociales et fiscales	1 396 649,40 €	1 396 649,40 €	0,00 €	0,00 €
Créditeurs divers	817 231,54 €	817 231,54 €	0,00 €	0,00 €
Produits constatés d'avance	341 440,54 €	341 440,54 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total général</b>	<b>9 418 206,03 €</b>	<b>8 422 700,72 €</b>	<b>454 203,12 €</b>	<b>538 360,60 €</b>

L'affectation du résultat des activités sous gestion propre définitivement acquis au 31/12/23 a été réalisée comme suit :

El Agissons : - 120 490,04 Euros : Report à nouveau pour -120 490,04 €Euros

#### 3.4.2 Autres fonds propres

##### 3.4.2.1 Tableau de variation des autres fonds propres

Autres Fonds Propres Associatifs	Solde début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées</b>	<b>188 470,69 €</b>	<b>1 918,95 €</b>	<b>47 296,21 €</b>	<b>143 093,43 €</b>
Subvention s d'investissement sur biens non-renouvelables	188 470,69 €	1 918,95 €	47 296,21 €	143 093,43 €
<b>Provisions réglementées</b>	<b>313 697,81 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>100,00 €</b>	<b>313 597,81 €</b>
Pour renouvellement des immobilisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Reserve de couverture du BFR	292 386,20 €	0,00 €	0,00 €	292 386,20 €
Reserve de trésorerie	19 040,12 €	0,00 €	0,00 €	19 040,12 €
Reserve de plus-values nettes d'actifs	2 271,49 €	0,00 €	0,00 €	2 271,49 €
Reserve de plus-values nettes d'actifs	0,00 €	0,00 €	100,00 €	-100,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>502 168,50 €</b>	<b>1 918,95 €</b>	<b>47 396,21 €</b>	<b>456 691,24 €</b>

##### 3.4.2.2 Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables

Rubriques	Montant au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin d'exercice
<b>Subventions d'investissements</b>	<b>1 222 359,17 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1 918,95 €</b>	<b>1 220 440,22 €</b>
Affectés à des biens non renouvelables	1 222 359,17 €	0,00 €	1 918,95 €	1 220 440,22 €
Affectées à des biens renouvelables	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Quote-part virées au résultats</b>	<b>-1 033 888,48 €</b>	<b>-45 377,26 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-1 077 346,79 €</b>
Affectées à des biens non renouvelables	-1 033 888,48 €	-45 377,26 €	0,00 €	-1 077 346,79 €
Affectés à des biens renouvelables	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Montant net en Fonds Propres</b>	<b>188 470,69 €</b>	<b>-45 377,26 €</b>	<b>1 918,95 €</b>	<b>143 093,43 €</b>



### 3.5 Etat des provisions

Rubriques	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>532 018,77 €</b>	<b>393 886,20 €</b>	<b>338 602,94 €</b>	<b>587 302,03 €</b>
<i>Prv pour risques autres litiges</i>	41 054,38 €	25 758,86 €	41 054,38 €	25 758,86 €
<i>Prv pour pensions et obligations similaires (retraite)</i>	250 933,66 €	233 561,11 €	250 933,66 €	233 561,11 €
<i>Prv pour charges de personnel (fds dédiés CET)</i>	240 030,73 €	134 566,23 €	46 614,90 €	327 982,06 €
<b>PROVISION POUR DEPRECIATION</b>	<b>176 280,75 €</b>	<b>70 112,19 €</b>	<b>40 431,13 €</b>	<b>205 961,81 €</b>
<i>des Immobilisations Incorporelles</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>des Immobilisations Corporelles</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>des Immobilisations En cours</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>des Immobilisations Financieres</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>des Stocks et En-cours</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>des Comptes Usagers (PAF)</i>	176 280,75 €	70 112,19 €	40 431,13 €	205 961,81 €
<i>des Comptes Clients</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<i>des Débiteurs Divers</i>	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>Total général</b>	<b>708 299,52 €</b>	<b>463 998,39 €</b>	<b>379 034,07 €</b>	<b>793 263,84 €</b>

### 3.6 Valeurs Mobilières de Placement

L'Association n'a procédé à aucune opération d'achat/vente de placements et n'a donc généré aucune plus-value de cession à ce titre, hors comptes relatifs aux placements CET.

### 3.7 Tableau de variation des fonds dédiés

Rubriques	Fonds à engager au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Fonds restant à engager en fin d'exercice
<b>Fonds dédiés sur subvention s</b>	<b>1 580 987,00 €</b>	<b>2 043 090,86 €</b>	<b>223 613,32 €</b>	<b>3 400 464,44 €</b>
<i>Fonds dédiés à l'investissement</i>	182 593,00 €	168 773,00 €	13 823,32 €	337 542,68 €
<i>Fonds dédiés à l'exploitation</i>	1 251 572,00 €	1 874 317,86 €	161 714,00 €	2 964 175,76 €
<i>Fonds dédiés sur subvention d'exploitation</i>	146 822,00 €	0,00 €	48 076,00 €	98 746,00 €
<b>Total général</b>	<b>1 580 987,00 €</b>	<b>2 043 090,86 €</b>	<b>223 613,32 €</b>	<b>3 400 464,44 €</b>

### 3.8 Tableau des emprunts

Organisme preteur	Date de souscription	Durée	Taux (%)	Capital emprunté	Capital au 31/12/2022	Rembt 2023	Capital au 31/12/2023	-1 an	+1 et < 5 ans	+ 5 ans
Proclia	12/04/1996	30	1,50%	277 380,99 €	61 530,93 €	15 222,17 €	46 308,76 €	15 450,50 €	31 599,79 €	0,00 €
CDC	01/06/1999	32	4,30%	145 897,00 €	36 362,41 €	4 509,68 €	31 852,73 €	4 158,46 €	23 713,83 €	0,00 €
CAF	01/04/2010	20	0,00%	43 450,00 €	17 380,00 €	2 172,50 €	15 207,50 €	2 172,50 €	8 690,00 €	4 345,00 €
SG	01/11/2012	20	3,70%	110 000,00 €	68 119,32 €	5 361,76 €	62 757,56 €	5 563,54 €	24 428,19 €	32 765,83 €
SG	01/01/2013	10	3,10%	40 000,00 €	2 477,02 €	2 477,02 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Crédit Coop	27/11/2015	20	2,80%	432 288,39 €	294 183,28 €	19 175,70 €	275 007,58 €	19 719,58 €	84 632,05 €	170 655,95 €
Crédit Coop	11/04/2018	5	3,50%	300 000,00 €	20 163,49 €	20 163,49 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Crédit Coop	20/04/2018	18	1,50%	330 000,00 €	251 976,59 €	17 441,33 €	234 535,26 €	17 704,75 €	73 533,81 €	143 296,70 €
Crédit Coop	22/03/2019	20	1,55%	330 000,00 €	280 611,92 €	14 956,46 €	265 655,46 €	15 189,96 €	63 168,38 €	187 297,12 €
CI C	11/03/2020	8	1,55%	218 568,00 €	143 213,90 €	30 959,27 €	112 254,63 €	31 451,70 €	80 793,93 €	0,00 €
Crédit Coop	18/08/2023	4	4,30%	30 060,00 €	0,00 €	1 731,36 €	28 328,64 €	7 114,25 €	21 214,38 €	0,00 €
Crédit Coop	18/08/2023	4	4,30%	30 060,00 €	0,00 €	1 731,36 €	28 328,64 €	7 114,25 €	21 214,38 €	0,00 €
Crédit Coop	18/08/2023	4	4,30%	30 060,00 €	0,00 €	1 731,36 €	28 328,64 €	7 114,25 €	21 214,38 €	0,00 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 317 764,38 €</b>	<b>1 176 018,86 €</b>	<b>137 633,46 €</b>	<b>1 128 565,40 €</b>	<b>132 753,74 €</b>	<b>454 203,12 €</b>	<b>538 360,60 €</b>





Au cours de l'année 2023, 3 emprunts ont été souscrits, chacun correspondant à l'acquisition d'un véhicule Renault Kangoo.

#### 4. Autres informations

##### 4.1 Ventilation de l'effectif salarié de l'association

Catégorie	Effectif salariés présents au 31/12/2023 en ETP
Cadres	52.53
Non Cadres	290.78
<b>TOTAL</b>	<b>343.31</b>

Type de contrat	Effectif salariés présents au 31/12/2023 en ETP
CDD	9.00
CDI	326.61
Autres	7.70
<b>TOTAL</b>	<b>343.31</b>

##### 4.2 Rémunération des dirigeants élus et salariés

Les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération au titre de cette fonction.

Selon l'article 20 de la Loi 2006-586 du 23 mai 2006, les rémunérations brutes des trois plus hauts dirigeants salariés ainsi que leurs avantages en nature représentent au 31 décembre 2023 :

-Rémunérations : 237 629,04 Euros

-Avantages en nature : 4 710,36 Euros

##### 4.3 Engagements de garanties reçues / données

Dettes garanties par des suretés réelles :

- Une hypothèque immobilière conventionnelle de premier rang de 218 568,00 Euros, résultant d'un emprunt auprès du CIC, avec une échéance fixée au 05/06/2027.
- Un privilège du prêteur de deniers pour un montant de 189 500,00 Euros, découlant d'un emprunt de 330 000,00 Euros auprès du CREDIT COOPERATIF, avec une échéance fixée au 20/02/2036.
- Une hypothèque conventionnelle non rechargeable pour un montant de 140 500,00 Euros, résultant d'un emprunt de 330 000,00 Euros auprès du CREDIT COOPERATIF, avec une échéance fixée au 10/07/2039.
- Une hypothèque conventionnelle non rechargeable pour un montant de 330 000,00 Euros, découlant également d'un emprunt de 330 000,00 Euros au CREDIT COOPERATIF, avec une échéance fixée au 10/07/2039.

Il est important de noter que l'association n'a actuellement aucun engagement par signature tel que des crédits documentaires, des avals fournisseurs ou d'autres cautions.



#### 4.4 Engagements liés aux départs à la retraite

Le montant total des engagements de l'Association concernant les indemnités de départ à la retraite vis-à-vis de ses salariés s'élève au 31/12/2023 à : 1 270 003.91 Euros.

Le montant des engagements de l'Association relatif aux indemnités de départ à la retraite des salariés âgés de plus de 57 ans à la date de clôture s'élève au 31/12/2023 à : 23 3561,11 Euros. Cette somme est provisionnée dans les comptes arrêtés au 31/12/2023.

#### 4.5 Contributions volontaires en nature

L'association a valorisé les dons reçus et le bénévolat en application du règlement ANC N° 2018-06. Le montant des contributions volontaires valorisées pour l'exercice 2023 représentent :

- ➔ Modalités d'intervention : Bénévolat
- ➔ Valorisation actualisée : 14958,66 Euros
- ➔ Nombre d'heures : 1.165

#### 4.6 Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal de comptes, les honoraires de l'exercice 2023 s'élèvent à 27 500Euros H.T. Il n'y a pas eu d'honoraires versés au titre des services autres que la certification des comptes.

